



**ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DES ARBRES  
EN BORD DES ROUTES**

Association Loi 1901  
À Sénac, 32450 SÉMÉZIES-CACHAN

Le 12 novembre 2021

Madame Barbara Pompili,  
Ministère de la Transition Ecologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint Germain  
75007 Paris

Objet : le projet de loi 3DS et la Convention Européenne du Paysage

Madame la Ministre,

Le projet de loi 3DS - et l'article 68 supposé compléter l'article L 350-3 du code de l'environnement - sera soumis au vote de l'Assemblée Nationale très prochainement.

Dans ce contexte, les engagements des États membres contractants de la Convention Européenne du Paysage (dite la Convention de Florence) prennent tout leur sens. Ces engagements comprennent quatre mesures générales et cinq mesures particulières qui sont *toutes* à mettre en œuvre *au niveau national* (voir l'annexe ci-joint),

Il ressort de ces engagements que votre rôle consiste donc, d'une part, à mettre en œuvre ces mesures et, d'autre part, à doter la France d'une loi rigoureuse et adaptée aux besoins/souhaits des populations.

Votre responsabilité personnelle étant engagée, nous sollicitons un engagement actif de votre part dans ce dossier.

D'avance, je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien accorder à notre demande et vous prie d'agréer l'expression de nos respectueuses salutations,

*Chantal Fauché*

Chantal Fauché, présidente

## **Annexe**

### **Convention Européenne du Paysage**

#### **Engagements des États membres**

Les États membres contractants s'engagent à mettre en oeuvre **quatre** mesures générales au niveau national :

1. **la reconnaissance juridique du paysage** en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité ;
2. **la définition et la mise en oeuvre des politiques du paysage** visant la protection, la gestion et l'aménagement des paysages ;
3. **des procédures de participation du public**, des autorités locales et régionales et des acteurs concernés par la conception et la réalisation des politiques du paysage ;
4. **l'intégration du paysage** dans les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme et dans les politiques culturelle, environnementale, agricole, sociale et économique, ainsi que dans les autres politiques pouvant avoir un effet direct ou indirect sur le paysage.

Les États membres contractants à la Convention européenne du paysage s'engagent par ailleurs à mettre en oeuvre **cinq** mesures particulières au niveau national :

1. **la sensibilisation** : il s'agit d'accroître la sensibilisation de la société civile, des organisations privées et des autorités publiques à la valeur des paysages, à leur rôle et à leur transformation;
2. **la formation et l'éducation** : il convient de promouvoir la formation de spécialistes de la connaissance et de l'intervention sur les paysages, des programmes pluridisciplinaires de formation sur la politique, la protection, la gestion et l'aménagement du paysage, destinés aux professionnels du secteur privé et public et aux associations concernées, et des enseignements scolaires et universitaires abordant, dans les disciplines intéressées, les valeurs attachées au paysage et les questions relatives à sa protection, à sa gestion et à son aménagement ;
3. **l'identification et la qualification** : il y a lieu de mobiliser les acteurs concernés en vue d'une meilleure connaissance des paysages, et de guider les travaux d'identification et de qualification des paysages par des échanges d'expériences et de méthodologies, organisés entre les États membres à l'échelle européenne ;
4. **la formulation d'objectifs de qualité paysagère** : il s'agit de formuler des objectifs de qualité paysagère pour les paysages identifiés et qualifiés, après consultation du public ;
5. **la mise en oeuvre des politiques du paysage** : il convient de mettre en place des moyens d'intervention visant la protection, la gestion et/ou l'aménagement des paysages.